

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES,  
DU COMMERCE EXTERIEUR  
ET DE LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

F. 99 — 2629 [S - C - 99/15112]

14 JANVIER 1999. — Loi portant assentiment à la Décision des représentants des Gouvernements des Etats Membres, réunis au sein du Conseil du 19 décembre 1995 concernant la protection des citoyens de l'Union européenne par les représentants diplomatiques et consulaires (1)

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

**Art. 2.** La Décision des représentants des Gouvernements des Etats Membres, réunis au sein du Conseil du 19 décembre 1995 concernant la protection des citoyens de l'Union européenne par les représentants diplomatiques et consulaires et ses Annexes I et II, sortiront leur plein et entier effet.

**Art. 3.** Le Roi prend toutes les mesures que requiert l'exécution de la Décision visée à l'article 2, et de ses Annexes I et II.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 14 janvier 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,  
E. DERYCKE

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,  
T. VAN PARYS

—  
Note

(1) *Session 1997-1998 :*

Sénat.

*Documents.* — Projet de loi déposé le 23 juin 1998, n° 1-1034/1.

*Session 1998-1999 :*

Rapport, n° 1-1034/2. — Texte adopté par la Commission, n° 1-1034/3.

*Annales parlementaires.* — Discussion. Séance du 18 novembre 1998. — Vote. Séance du 19 novembre 1998.

*Session 1998-1999 :*

Chambre.

*Documents.* — Projet transmis par le Sénat, n° 1828/1. — Texte adopté en séances plénières et soumis à la sanction royale, n° 1828/2.

*Annales parlementaires.* — Discussion. Séance du 3 décembre 1998. — Vote. Séance du 3 décembre 1998.

MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN,  
BUITENLANDSE HANDEL  
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

N. 99 — 2629 [S - C - 99/15112]

14 JANUARI 1999. — Wet houdende instemming met het Besluit van de vertegenwoordigers van de regeringen van de Lid-Staten, in het kader van de Raad bijeen, van 19 december 1995 betreffende de bescherming van de burgers van de Europese Unie door de diplomatieke en consulaire vertegenwoordigingen (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

**Art. 2.** Het Besluit van de vertegenwoordigers van de regeringen van de Lid-Staten, in het kader van de Raad bijeen, van 19 december 1995 betreffende de bescherming van de burgers van de Europese Unie door de diplomatieke en consulaire vertegenwoordigingen, en de Bijlagen I en II ervan, zullen volkomen gevolg hebben.

**Art. 3.** De Koning neemt alle maatregelen die vereist zijn voor de uitvoering van het in artikel 2 genoemde besluit en van de Bijlagen I en II ervan.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 14 januari 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,  
E. DE RYCKE

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,  
T. VAN PARYS

—  
Nota

(1) *Zitting 1997-1998 :*

Senaat.

*Documenten.* — Ontwerp van wet ingediend op 23 juni 1998, nr. 1-1034/1.

*Zitting 1998-1999 :*

Verslag, nr. 1-1034/2. — Tekst aangenomen door de Commissie, nr. 1-1034/3.

*Parlementaire Handelingen.* — Bespreking. Vergadering van 18 november 1998. — Stemming. Vergadering van 19 november 1998.

*Zitting 1998-1999 :*

Kamer.

*Documenten.* — Tekst overgezonden door de Senaat, nr. 1828/1. Tekst aangenomen in plenaire vergadering en van Koning ter bekrachtiging voorgelegd, nr. 1828/1.

*Parlementaire Handelingen.* — Bespreking. Vergadering van 3 december 1998. — Stemming. Vergadering van 3 december 1998.

**Décision des représentants des gouvernements des Etats Membres,  
réunis au sein du Conseil du 19 décembre 1995  
concernant la protection des citoyens de l'Union européenne par les représentations diplomatiques et consulaires**

(95/553/CE)

Les représentants des Gouvernements des Etats Membres de L'Union européenne, réunis au sein du Conseil,  
Résolus à poursuivre la construction de l'Union européenne de plus en plus proche des citoyens,  
Tenant compte du concept de citoyenneté de l'Union créé par le traité sur l'Union européenne, concept différent de celui de la citoyenneté nationale et qui ne s'y substitue en aucune manière,  
Désireux de mettre en œuvre l'obligation prévue à l'article 8C du traité instituant la Communauté européenne,  
Considérant que ce système commun de protection renforcera la perception de l'identité de l'Union européenne dans les pays tiers,  
Ayant à l'esprit que la mise en place d'un système commun de protection des citoyens de l'Union européenne dans les pays tiers renforcera également la perception de la solidarité européenne par les citoyens concernés,

Décident :

Article 1<sup>er</sup>. Tout citoyen de l'Union européenne bénéficie de la protection consulaire auprès de toute représentation diplomatique ou consulaire d'un Etat membre si, sur le territoire où il se trouve, il n'existe :

- ni représentation permanente accessible,
- ni consul honoraire accessible et compétent

de son propre Etat membre ou d'un autre Etat le représentant d'une manière permanente.

Art. 2. 1. Les représentations diplomatiques et consulaires sollicitées donnent suite à la demande de protection de l'intéressé pour autant qu'il soit établi que celui-ci possède la nationalité d'un Etat membre de l'Union européenne par la production d'un passeport ou d'un titre d'identité.

2. En cas de perte ou de vol des documents, toute autre preuve de nationalité peut être admise, si nécessaire après vérification auprès des autorités centrales de l'Etat membre dont l'intéressé revendique la nationalité, ou auprès de la représentation diplomatique ou consulaire la plus proche de cet Etat.

Art. 3. Les représentations diplomatiques et consulaires qui accordent la protection traitent le demandeur comme un ressortissant de l'Etat membre qu'elles représentent.

Art. 4. Sans préjudice de l'article 1<sup>er</sup>, les représentations diplomatiques et consulaires peuvent convenir d'arrangements pratiques permettant la gestion efficace des demandes de protection.

Art. 5. 1. La protection visée à l'article 1<sup>er</sup> comprend :

- a) l'assistance en cas de décès;
- b) l'assistance en cas d'accident ou de maladie graves;
- c) l'assistance en cas d'arrestation ou de détention;
- d) l'assistance aux victimes de violences;
- e) l'aide et le rapatriement des citoyens de l'Union européenne en difficulté.

2. En outre, et pour autant qu'ils soient compétents, les représentations diplomatiques ou les agents consulaires des Etats membres en poste dans un Etat tiers peuvent également venir en aide pour d'autres cas au citoyen de l'Union européenne qui en fait la demande.

Art. 6. 1. Nonobstant l'article 3 et sauf en cas d'extrême urgence, aucune avance, aide pécuniaire ou dépense ne peut être octroyée ou engagée en faveur d'un citoyen de l'Union européenne sans l'autorisation des autorités compétentes de l'Etat membre dont il a la nationalité, donnée soit par le ministère des affaires étrangères, soit par la mission diplomatique la plus proche.

2. A moins que les autorités de l'Etat membre dont le demandeur a la nationalité ne renoncent expressément à cette exigence, le demandeur doit s'engager à rembourser l'intégralité de l'avance ou de l'aide pécuniaire, ainsi que les dépenses effectuées et, le cas échéant, une taxe consulaire notifiée par les autorités compétentes.

3. L'engagement de rembourser est consigné dans un document faisant obligation au demandeur en difficulté de rembourser au gouvernement de l'Etat membre dont il a la nationalité les dépenses engagées pour lui ou la somme d'argent qui lui a été versée, augmentées des taxes éventuelles.

4. Le gouvernement de l'Etat membre dont le demandeur a la nationalité de rembourser tous les frais à la demande du gouvernement de l'Etat membre qui prête assistance.

5. Les modèles communs d'engagement de remboursement à utiliser figurent aux annexes I et II.

Art. 7. Cinq ans après son entrée en vigueur, la présente décision est revue à la lumière de l'expérience acquise et de l'objectif de l'article 8C du traité instituant la Communauté européenne.

Art. 8. La présente décision entre en vigueur lorsque tous les Etats membres ont notifié au Secrétariat général du Conseil que les procédures exigées par leur ordre juridique pour l'application de la présente décision ont été achevées.

Art. 9. La présente décision est publiée au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Fait à Bruxelles, le 19 décembre 1995.

Par le Conseil :

Le président,  
L. ATIENZA SERNA

## Annexe I

**Modèle commun d'engagement de remboursement (avance pécuniaire)**

Je soussigné(e) (M./Mme/Mlle) (nom en toutes lettres et en caractères d'imprimerie)

titulaire du passeport n°..... délivré à.....  
 reconnais, par la présente, avoir reçu de l'ambassade/ du consulat de.....  
 à.....

la somme de.....  
 à titre d'avance pour.....

(y compris un éventuel droit consulaire)  
 et m'engage à rembourser sur demande au ministère des Affaires étrangères/gouvernement.....

conformément à la législation de ce pays, l'équivalent de ladite somme en (devise) .....  
 au taux de change en vigueur le jour où l'avance a été consentie.

Mon adresse (\*) (en caractère d'imprimerie) (pays).....  
 est : .....

DATE..... SIGNATURE.....

(\*) Si vous n'avez pas d'adresse fixe, veuillez indiquer l'adresse d'une personne à contacter.

## Annexe II

**Modèle commun d'engagement de remboursement (rapatriement)**

Je soussigné(e) (M./Mme/Mlle) (nom en toutes lettres et en caractères d'imprimerie)

né(e) à (ville.....) (pays) .....  
 le (date).....

titulaire du passeport n°..... délivré à.....  
 le..... et de la carte d'identité n°.....

m'engage, par la présente, à rembourser sur demande au gouvernement de .....  
 conformément à la législation nationale de ce pays l'équivalent de toute somme qui aura  
 été payée pour moi ou qui m'aura été avancée par l'officier consulaire du gouvernement de.....

à.....  
 en vue ou à l'occasion de mon rapatriement et de celui des membres de ma famille qui m'accompagnent à.....  
 et à payer tous les droits consulaires afférents à ce rapatriement.

Ces sommes comprennent :

i) (\*) Frais de voyage.....

Indemnité de subsistance en voyage.....

Frais divers.....

MOINS ma contribution.....

DROITS CONSULAIRES :

Droit afférent au rapatriement.....

Droit pour service presté.....

Droit pour passeport/urgence

(..... heures à raison de..... l'heure).....

ii) (\*\*) Toute somme payée pour moi en vue ou à l'occasion de mon rapatriement et de celui des membres de ma  
 famille qui m'accompagnent, qui ne peut pas être déterminée au moment où je signe le présent engagement  
 de remboursement.

Je sais que je ne pourrai pas disposer normalement d'un passeport tant que ma dette n'aura pas été intégralement  
 remboursée.

Mon adresse (\*\*\*) à (en majuscules d'imprimerie) (pays)

est : .....

DATE..... SIGNATURE.....

(\*) Biffer le cas échéant : l'officier consulaire et le demandeur doivent parapher dans la marge toute suppression.

(\*\*) Biffer le cas échéant : l'officier consulaire et le demandeur doivent parapher dans la marge toute suppression.

(\*\*\*) Si vous n'avez pas d'adresse fixe, veuillez indiquer l'adresse d'une personne à contacter.

**Besluit van de vertegenwoordigers van de regeringen van de Lid-Staten, in het kader van de Raad bijeen, van 19 december 1995 betreffende bescherming van de burgers van de Europese Unie door de diplomatieke en consulaire vertegenwoordigingen**

(95/553/EG)

De vertegenwoordigers van de Regeringen van de Lid-Staten van de Europese Unie, in het kader van de Raad bijeen,

Vastbesloten voort te gaan met het proces van totstandbrenging van een Unie die steeds dichterbij de burgers staat,

Overtuigd van het belang van verdere ontwikkeling van het bij het Verdrag betreffende de Europese Unie ingestelde concept burgerschap van de Unie, dat verschilt van het nationale burgerschapsconcept en geenszins in de plaats daarvan komt,

Verlangend te voldoen aan de verplichting van artikel 8 C van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap,

Overwegende dat dit gemeenschappelijke beschermingssysteem eveneens de identiteit van de Unie in derde landen zal versterken,

Overwegende dat het instellen van een gemeenschappelijk systeem ter bescherming van de burgers van de Unie in derde landen tevens het gevoel van Europese solidariteit bij de betrokken burgers zal versterken,

Besluiten :

Artikel 1. Elke burger van de Europese Unie geniet de consulaire bescherming van de diplomatieke of consulaire vertegenwoordigingen van elke andere Lid-Staat indien zijn eigen Lid-Staat of een andere Staat die zijn Lid-Staat permanent vertegenwoordigt, op het grondgebied waarop hij zich bevindt :

- geen toegankelijke permanente vertegenwoordiging, en
- geen toegankelijke en bevoegde honorair consul heeft.

Art. 2. 1. De aangezochte diplomatieke en consulaire vertegenwoordigingen geven gevolg aan het verzoek om bescherming indien wordt vastgesteld, door overlegging van een paspoort of identiteitsbewijs, dat betrokkene de nationaliteit van een Lid-Staat van de Unie bezit.

2. In geval van verlies of diefstal van documenten kunnen alle andere bewijzen van nationaliteit worden aanvaard, zo nodig na controle bij de centrale autoriteiten van de Lid-Staat waarvan de betrokkene de nationaliteit beweert te hebben, of bij de dichtsbijzijnde diplomatieke of consulaire vertegenwoordiging van die Staat.

Art. 3. De diplomatieke en consulaire vertegenwoordigingen die de bescherming verlenen, behandelen de aanvraag op dezelfde wijze als een onderdaan van de Lid-Staat die zij vertegenwoordigen.

Art. 4. Onverminderd artikel 1, kunnen de diplomatieke en consulaire vertegenwoordigingen zo nodig praktische regelingen voor een doeltreffende behandeling van verzoeken om bescherming overeenkomen.

Art. 5. 1. De in artikel 1 bedoelde bescherming behelst :

- a) bijstand bij sterfgevallen;
- b) bijstand bij ernstige ongevallen of ernstige ziekten;
- c) bijstand bij arrestatie of detentie;
- d) bijstand aan slachtoffers van geweldsmisdrijven;
- e) hulp aan en repatriëring van in moeilijkheden verkerende burgers van de Unie.

2. Daarnaast kunnen de diplomatieke en consulaire vertegenwoordigingen van de Lid-Staten in een derde Staat, voor zover zij daartoe bevoegd zijn, eveneens voor andere gevallen hulp verlenen aan burgers van de Unie die daarom verzoeken.

Art. 6. 1. Niettegenstaande artikel 3 en behalve in geval van uiterste nood kunnen geen voorschotten of geldelijke steun worden gegeven en kunnen geen uitgaven ten behoeve van een burger van de Unie worden gedaan zonder de goedkeuring van de bevoegde autoriteiten van de Lid-Staat waarvan hij de nationaliteit heeft, namelijk het Ministerie van Buitenlandse Zaken of de dichtsbijzijnde diplomatieke missie.

2. Tenzij de autoriteiten van de Lid-Staat waarvan de aanvrager de nationaliteit bezit, uitdrukkelijk afzien van deze eis, dient de aanvrager zich te verbinden tot volledige terugbetaling van het voorschot of de geldelijke steun, plus de gedane uitgaven en eventueel een door de bevoegde autoriteiten bekendgemaakt consulaire recht.

3. De verbintenis tot terugbetaling wordt vastgelegd in een document waarin de in moeilijkheden verkerende aanvrager zich verplicht tot terugbetaling, aan de Lid-Staat waarvan hij de nationaliteit heeft, van de uitgaven die voor hem zijn gedaan of van de som die hem is verstrekt, plus de eventuele rechten.

4. De Regering van de Lid-Staat waarvan de aanvrager de nationaliteit heeft, betaalt alle kosten terug op verzoek van de Regering van de Lid-Staat die bijstand verleent.

5. De gemeenschappelijke modellen van verbintenissen tot terugbetaling zijn weergegeven in de bijlagen I en II.

Art. 7. Dit besluit wordt vijf jaar na de inwerkingtreding ervan herzien in het licht van de opgedane ervaring en van de doelstelling van artikel 8C van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking wanneer alle Lid-Staten aan het Secretariaat-generaal van de Raad hebben medegedeeld dat de procedures die in hun rechtsorde vereist zijn om dit besluit te kunnen toepassen, zijn voltooid.

Art. 9. Dit besluit wordt bekendgemaakt in het *Publikatieblad van de Europese Gemeenschappen*.

Gedaan te Brussel, 19 december 1995.

Voor de Raad :

De Voorzitter,

L. ATIENZA SERNA

## Bijlage I

**Gemeenschappelijk formulier « Verbintenis tot terugbetaling van een voorschot »**

Ik, ondergetekende (dhr./mevr./mej.) (volledige naam in blokletters)

houder van paspoort nr. .... afgegeven te .....  
erken hierbij te hebben ontvangen van de Ambassade/Consulaat van .....het bedrag van ..... te .....  
bij wijze van voorschot voor .......... (inclusief de eventuele consulaire kosten) en verbind mij ertoe om op  
verzoek aan het ministerie van Buitenlandse Zaken/Regering overeenkomstig het nationale recht van dat land het  
equivalent van het genoemde bedrag (valuta) ..........  
terug te betalen tegen de wisselkoers van de dag waarop het voorschot werd uitbetaaldMijn adres (\*) (in blokletters) (land) .....  
is..........  
DATUM..... HANDTEKENING..........  
(\* Hebt u geen vast adres, geef dan een contactadres op.

## Bijlage II

**Gemeenschappelijk formulier « verbintenis tot terugbetaling » (repatriëring)**

Ik ondergetekende (dhr./mevr./mej.) (volledige naam in blokletters)

geboren te (gemeente.....) in (land).....  
op (datum) .....houder van paspoort nr. .... afgegeven te .....  
op..... en identiteitskaart nr. ....verbind mij ertoe op verzoek aan de Regering van .....  
..... overeenkomstig het nationale recht van dat land het equivalent terug te betalen van alle bedragen die  
voor mij zijn betaald of mij zijn voorgesloten door de EG-consulair functionaris van de .....  
..... Regering te ..... met het oog op of in  
samenhang met de repatriëring naar ..... van mijzelf en de leden van mijn gezin die mij  
vergezellen, en alle consulaire kosten te voldoen die verband houden met de repatriëring.

Dit zijn :

- i) (\*) Vervoerskosten .....
- Kosten van levensonderhoud .....
  - Diverse kosten .....
  - verminderd met mijn eigen bijdrage .....
  - consulaire kosten :
  - Repatriëringskosten .....
  - Kosten van verzorging.....
  - Kosten van paspoort/bijstand in noodsituatie  
(..... uur..... per uur.....) .....
- ii) (\*\*) Alle bedragen die voor mij met het oog op of in samenhang met de repatriëring van mijzelf en de leden van  
mijn gezin die mij vergezelden werden gemaakt, en die niet kunnen worden vastgesteld op het tijdstip dat  
deze verbintenis tot terugbetaling door mij wordt ondertekend.

Ik weet dat paspoortfaciliteiten voor mij normaliter niet beschikbaar zijn totdat mijn schuld volledig is  
terugbetaald.

Mijn adres (\*\*\*) (in blokletters) (land)

is : .....

.....  
DATUM..... HANDTEKENING..........  
(\* Doorhalen wat niet van toepassing is : de consulair functionaris en de aanvrager moeten elke doorhaling in de  
kantlijn paraferen.(\*\*) Doorhalen wat niet van toepassing is : de consulair functionaris en de aanvrager moeten elke doorhaling in de  
kantlijn paraferen.

(\*\*\*) Hebt u geen vast adres, geef dan een contactadres op.

La Belgique a ratifié cette décision le 23 février 1999, elle n'est pas encore entrée en vigueur. La date de l'entrée en vigueur ainsi que la liste des Etats liés seront publiées dans un avis ultérieur.

België heeft op 23 februari 1999 dit besluit bekrachtigd, het is nog niet in werking getreden. De datum van inwerkingtreding samen met de lijst van de gebonden Staten zullen in een later bericht gepubliceerd worden.